



Portrait des enfants pauvres du **transport collectif** à Montréal

Page B 5

La protection du **territoire nordique** du Québec tarde à se concrétiser

Page A 3



www.ledavoir.com

LE DEVOIR

Vol. CVII N° 283

LE DEVOIR, LE LUNDI 12 DÉCEMBRE 2016

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$

ATTAQUES TERRORISTES MEURTRIÈRES EN SÉRIE



YASIN AKGÜL AGENCE FRANCE-PRESSE

Une femme pleurait la mort d'un proche dimanche soir à Istanbul, lieu de deux explosions qui ont fait au moins 38 morts.

Attentats divers, tactiques similaires

MARIE-MICHÈLE SIOUI

La fin de semaine a été sanglante, sur la planète, et cinq pays pleurent des vies arrachées par des attentats qui ont comme point commun le mode d'opération.

En Égypte, en Turquie, au Yémen, au Nigeria et en Somalie, des bombes ont fait plus d'une centaine de morts entre vendredi et dimanche. Les motivations des attaques — revendiquées tantôt par un groupe radical kurde (Turquie), tantôt par des groupes terroristes (al-Shabbaab en Somalie

et le groupe armé État islamique au Yémen) — sont distinctes. Mais la manière de procéder, en attaquant des lieux non sécurisés, est la même.

« Peu importe la motivation idéologique ou politique, l'ampleur des attaques sur des soft targets est désormais plus grande. À Istanbul, par exemple, des policiers ont été visés, mais ils l'ont été à l'extérieur d'un stade, et non dans un endroit sécurisé », a observé Bessma Momani, de l'Université de Waterloo.

Les soft targets, ou cibles fragiles, sont des lieux bondés, mais non sécurisés. Ils sont

l'église copte où a eu lieu un attentat qui a tué au moins 23 personnes, dimanche au Caire. Ils sont le marché de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, où des fillettes qui auraient 7 ou 8 ans se sont fait exploser et ont tué une personne, la même journée. Ils correspondent aux alentours du stade de l'équipe de soccer de Besiktas, à Istanbul, où un attentat-suicide et l'explosion d'une voiture piégée ont fait près de 40 morts samedi soir.

VOIR PAGE A 8 : ATTENTATS

ÉCOLES

Les profs invités à donner

La Fondation de la CSDM sollicite les dons d'enseignants pour offrir des services aux élèves

JESSICA NADEAU

La Fondation de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui reprend du service après plusieurs années de « dormance », sollicite les enseignants pour se financer, leur proposant des déductions à même leurs chèques de paye. Cette façon de faire est considérée comme une véritable « insulte » par certaines personnes, surtout dans un contexte où les écoles ont fait les frais de nombreuses compressions ces dernières années.

Depuis quelques semaines, des formulaires sont distribués dans les pigeonniers des enseignants de la CSDM pour leur demander d'aider leurs élèves en cotisant à la Fondation de la CSDM. On leur propose de faire jusqu'à 26 déductions à la source sur une année. « On a eu beaucoup de réactions et d'appels de professeurs à ce sujet-là, ils n'en revenaient tout simplement pas. Ils nous disaient : mais quel culot de nous envoyer ça ! », affirme la présidente de l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal, Catherine Renaud.

« C'est odieux »

En novembre dernier, la présidente du syndicat a été contactée par la directrice de la Fondation, Adeline Caron, qui lui a fait part de son projet et a demandé une rencontre, qui aura lieu la semaine prochaine. « Tout de suite, ma réaction a été de dire : mais est-ce que vous vous rendez compte de ce que vous demandez aux enseignants de l'école publique de la CSDM, qui font déjà énormément », raconte M^{me} Renaud. « Déjà, les enseignants ne sont pas payés à la hauteur de ce qu'ils devraient être payés. Déjà, on fait beaucoup d'heures de bénévolat. Déjà, plusieurs enseignants payent des collations, du matériel scolaire, des gants et des mitaines, des produits de base pour leurs élèves qui sont dans le besoin. Et il faudrait en plus que les enseignants payent de leur poche davan-

VOIR PAGE A 8 : DONNS

AUJOURD'HUI



Actualités · **Mouvement zéro déchet.** Quand un géant de l'alimentation en vrac cède sous la pression des consommateurs. *Page A 4*

Le Monde · **Extrémisme ou normalisation?** Une chronique de François Brousseau sur Donald Trump. *Page B 1*



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4

Danser, un geste politique

En mêlant EDM et pow-wow, A Tribe Called Red propulse une puissante charge sociale

Avec son puissant troisième album *We Are the Halluci Nation*, A Tribe Called Red porte son message social et politique à un niveau rarement entendu dans le registre de l'Electronic Dance Music (EDM). Entrevue plus politique que musicale avec DJ NDN, à quelques jours de l'avant-dernier spectacle de la tournée nord-américaine du trio, ce mercredi, au Théâtre Corona.

PHILIPPE RENAUD

Pour le trio d'Ottawa, faire de la musique est un geste politique. « J'ai hâte de pouvoir dire que je suis simplement un musicien, et pas un autochtone qui fait de la musique », confie Ian Campeau, alias DJ NDN. *Lorsqu'on sort un album, on dit encore que c'est de la musique autochtone; le jour où nous serons acceptés [comme tout le monde], on dira alors simplement que c'est de la musique. C'est là que tout ça cessera d'être politique, j'imagine...*

VOIR PAGE A 8 : DANSER



MATT BARNES

Le groupe A Tribe Called Red allie musique électronique et musique de pow-wow.

ACTUALITÉS



Ruaa Marya (en haut à gauche), son mari, Sarwat Kadimati, et leurs deux filles s'inquiètent pour leurs proches restés à Alep.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

RÉFUGIÉS SYRIENS

Un premier anniversaire doux-amer

Un an après l'arrivée du premier vol, les cibles gouvernementales sont sur le point d'être atteintes, mais les nouveaux arrivants font toujours face à des défis considérables

SARAH R. CHAMPAGNE

L'arrivée du premier vol notifié avec des Syriens à son bord avait pris des airs de fête l'an dernier. Malgré les défis considérables auxquels ils font face un an plus tard, des politiciens québécois et canadiens ont tenu à souligner cet anniversaire dimanche, en se félicitant des réussites du programme d'accueil.

La ministre québécoise de l'Immigration, Kathleen Weil, et son homologue fédéral, John McCallum, ont traversé tout sourire la grande pièce du Centre Phi à Montréal où avait lieu la cérémonie. Le ministre des Affaires municipales, Martin Coiteux, et le maire Denis Coderre étaient également présents, parmi une foule dense de familles de réfugiés, certaines accompagnées de leurs parrains et de représentants d'organismes.

La cible d'accueil de 7300 personnes, fixée pour l'ensemble de 2015 et 2016, sera atteinte, affirme M^{me} Weil, ajoutant que 6893 Syriens sont déjà

arrivés. Des vols avec des centaines de réfugiés atterriront dans les prochaines semaines.

«Le prochain défi est de les accompagner jusqu'au marché du travail», avoue la ministre.

Maintenant, l'emploi

Plusieurs témoignages ne laissent aucun doute sur les obstacles pour réussir ce pari. Hajjaj Aljayouch, chirurgien maxillo-facial, ne cachait pas son désarroi: «J'ai trois enfants, c'est difficile.» À ses côtés, la notaire à la retraite Lucie Cabana explique avoir entamé la démarche avec M. Aljayouch pour la reconnaissance de ses diplômes et de sa spécialisation. «Ils arrivent démunis, mais bardés de diplômes, et on ne les guide pas vers les corps professionnels», déplore-t-elle. Une période cruciale s'amorce donc selon eux, un avis partagé par Paul Clarke, directeur d'Action Réfugiés Montréal.

Jack Kas Barsoum, journaliste quand il était encore à Alep, expose quant à lui un dilemme courant, celui entre le

travail et la francisation à temps plein. «Les compensations sont trop faibles», juge-t-il. Il souligne également la difficulté pour les personnes âgées d'obtenir des prestations de retraite.

Ceux laissés derrière

«On a aussi plusieurs années de travail devant nous», dit M. Clarke, faisant référence aux dossiers en attente et à ceux qui seront déposés. Les délais de traitement ne sont toujours pas à la hauteur des attentes, alors que les dossiers de 7705 Syriens acceptés sont toujours en file d'attente.

«Nos citoyens sont tellement généreux, ils veulent accueillir tant de réfugiés qu'il est difficile pour moi d'aller à leur vitesse», admet le ministre McCallum. Il reconnaît le travail qu'il reste à faire, citant sa première conversation avec des Syriens nouvellement arrivés: «Ils m'ont dit "il reste des membres de notre famille en Syrie".»

Questionnée sur un rehaussement possible des cibles pour 2017, la ministre Weil a quant à elle répondu que

«chaque société fait ce qu'elle peut», soulignant l'effort «exceptionnel» du Québec en proportion de sa population.

Sarwat Kadimati ne comprend pas la teneur de tous les discours, même s'il a progressé jusqu'au niveau 3 des cours de francisation en neuf mois à peine. Mais il sait que les autres membres de sa famille sont toujours en danger à Alep: «Si l'occasion se présente, j'aimerais bien qu'ils viennent aussi», dit-il.

Ruaa Marya, sa femme, tend une photo affichée sur son cellulaire: on y voit ses deux nièces tuées dans un bombardement la semaine dernière à Alep, alors qu'elles se rendaient à l'école. Deux des sœurs de M. Kadimati ont aussi été kidnappées. «Sortir du pays est maintenant une mission impossible», résume Imed Youcefi, leur bénévole pour l'occasion. Plus de la moitié de la population syrienne a dû fuir son foyer depuis le début du conflit en 2011.

Le Devoir

CASINO DE MONTRÉAL

Le choix d'un établissement français indigne les restaurateurs

Le milieu québécois de la restauration se demande pourquoi Loto-Québec n'a pas privilégié une entreprise locale

CAROLINE MONTPETIT

L'ouverture du restaurant de luxe L'Atelier de Joël Robuchon, au Casino de Montréal, fait des vagues dans le monde québécois de la restauration. Le propriétaire du restaurant Joe Beef, David McMillan, dénonce le fait que la société Loto-Québec ait investi dans un concept français plutôt que de faire la promotion des restaurateurs québécois. Le vice-président de l'Association des restaurateurs du Québec, François Meunier, parle également de «concurrence déloyale» pour les autres restaurants haut de gamme de Montréal.

Depuis mercredi, le restaurant L'Atelier Montréal a ouvert ses portes au casino. Il s'agit d'un concept qui compte plusieurs succursales dans le monde, et dont Joël Robuchon, le chef le plus étoilé au monde, est le propriétaire.

Pour David McMillan, il s'agit d'une sorte de «McDonald's de luxe», lourdement financé par les fonds publics québécois, qui lui livre une concurrence directe pour «les repas à 250\$ le couvert», dit-il. Or, Loto-Québec refuse catégoriquement de dévoiler l'entente qui la lie à Joël Robuchon, ainsi que les sommes qui sont en cause. Le responsable des relations publiques de Loto-Québec, Patrice Lavoie, soutient que le restaurant offre un menu composé de produits québécois et que son chef, Eric Gonzalez, est lui-même québécois.

Certains restaurateurs du Québec auraient cependant préféré qu'on les consulte directement sur la carte, le personnel, le design et les accessoires de ce restaurant haut de gamme, pour créer une adresse typiquement québécoise.

Occasion ratée

Le mécontentement contre L'Atelier de Joël Robuchon provient en partie de Lesley

Chesterman, critique gastronomique au quotidien *Montreal Gazette*, qui dénonce depuis le début ce choix de la société d'État québécoise. «La vaisselle a été importée d'Europe, et les chefs sont allés suivre leur formation en France», dit-elle, n'hésitant pas à parler d'une décision de colonisés.

Pour plusieurs, le chef des cuisines du Casino de Montréal, Jean-Pierre Curtat, a poussé encore plus loin l'insulte en demandant à Joël Robuchon de devenir l'ambassadeur de la cuisine québécoise dans le monde.

La cuisine québécoise vit un âge d'or dans l'opinion publique mondiale

Pourtant, la cuisine québécoise vit un âge d'or dans l'opinion publique mondiale. Le restaurant Joe Beef est le seul restaurant canadien à être sur la liste des 50 meilleurs restaurants au monde de San Pellegrino, et le magazine *Town and Country* a désigné en 2016 Montréal comme étant la capitale gastronomique d'Amérique du Nord, surpassant New York.

Pas contre Robuchon

La critique ne s'adresse pas à l'individu Robuchon, que l'on reconnaît «comme une étoile dans le firmament de l'industrie», dit François Meunier. Le fait qu'il ait installé son restaurant à Montréal plutôt qu'à Toronto est d'ailleurs un indicateur de la qualité gastronomique de la restauration montrealaise. Mais le fait est que les restaurants privés du Québec ne bénéficient d'aucune subvention pour mener à bien leur entreprise.

Pour M. Meunier, le Casino de Montréal constitue depuis ses débuts un concurrent pour les entreprises privées de la restauration à Montréal.

«On aurait voulu que le casino soit au centre-ville, pour que les usagers viennent manger dans les restaurants privés», dit-il.

Le Devoir

ASSURANCE-EMPLOI

Des défenseurs des droits des sans-emploi réclament une réforme du Tribunal de la sécurité sociale

ROXANNE OCAMPO-PICARD

Des centrales syndicales et des organismes de défense des chômeurs réclament une réforme du système de règlement de litiges en matière d'assurance-emploi.

Le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Serge Cadieux, exhorte le gouvernement de Justin Trudeau à respecter son engagement électoral et à revoir la structure du Tribunal de la sécurité sociale (TSS).

Il estime que la «fenêtre est bonne» pour un tel réaménagement, alors que le mandat des décideurs nommés sous Stephen Harper vient à échéance cette année.

Mettre fin à la partisanerie

M. Cadieux réclame par ailleurs que les prochaines nominations reposent sur les compétences relatives au droit et aux relations du travail — et non sur la partisanerie. Il estime que la composition actuelle du TSS est issue de «la machine conservatrice», soulignant qu'elle compte même plusieurs candidats défauts.

La FTQ, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE) souhaitent un retour au processus tripartite qui prévoit des conseils arbitraux formés d'un président et de deux représentants, soit pour les employés et le patronat.

La complexité des procédures a dissuadé des milliers de chômeurs de contester une décision, ont-ils décrié dimanche, à l'occasion d'une

« On ne respecte pas les normes d'équité procédurales les plus élémentaires »

Serge Cadieux, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec

conférence de presse conjointe.

Normes bafouées

Le MASSE et les centrales syndicales tiennent aussi à souligner que les délais de traitement ont «explosé», s'étirant parfois au-delà d'un an. Ils dénoncent également la tenue d'audiences par téléphone ou visioconférence, ce qui constitue selon eux une atteinte à l'accès à la justice. En 2014-2015, plus de 68% des audiences se sont déroulées ainsi, rapporte le MASSE.

«On ne respecte pas les normes d'équité procédurales les plus élémentaires», a déploré Serge Cadieux, en entrevue avec La Presse canadienne.

Le secrétaire général de la FTQ dit cependant percevoir une certaine ouverture du côté du gouvernement fédéral. Il rencontrera le ministre des Familles, des Enfants et du Développement social, Jean-Yves Duclos, mardi.

La Presse canadienne

LE DEVOIR
SE LIT
MAINTENANT
EN TOUTE
MOBILITÉ!

D

Téléchargez gratuitement la nouvelle application du Devoir et profitez d'un accès illimité jusqu'au 1^{er} mars.



OFFERTE PAR



FONDS de solidarité FTQ



ACTUALITÉS

Littérature
MironJEAN-FRANÇOIS
NADEAU

Il y a vingt ans, le 14 décembre exactement, Gaston Miron est mort. Le lendemain, un dimanche, je me suis retrouvé chez lui, dans un espace qui m'était familier mais désormais privé des formidables lancées de sa voix.

Depuis mon arrivée à Montréal, Miron s'était beaucoup occupé de moi, jusqu'à devenir une sorte de figure tutélaire. Il m'offrait des livres, me présentait à gauche et à droite, me traînait à des événements culturels, parfois contre mon gré. Il participait activement à mon éducation, au décloisonnement de mon imagination, avec un sens de la transmission qui lui était propre, tel qu'il l'avait fait auparavant pour d'autres, dans une sorte de fraternité où la frontière des âges n'existe pas.

Miron s'employait au quotidien à sortir son pays d'un certain provincialisme. Pour lui, une langue, une culture et un vouloir-vivre en commun devaient recevoir l'appui constant d'une volonté collective qui partout s'appelle un État.

Vingt ans ont passé. Miron me manque. Je me sens pourtant de moins en moins apte à parler de lui correctement. Peut-être à cause de ce décalage que je ressens de plus en plus entre l'homme vivant que j'ai connu et celui que la société envisage maintenant à titre de monument.

Après sa mort, l'été venu, j'ai essayé de retrouver au milieu du cimetière de Saint-Agathe-des-Monts le lieu exact où j'avais lancé en hiver sur son cerceau une poignée de gravats froids. Je n'ai pas retrouvé son tombeau. Il faut dire que je ne me suis pas employé à le chercher bien longtemps: chemin faisant, ce bref pèlerinage avait suffi à me convaincre que Miron continue de marcher près de moi sans que je doive m'appuyer sur les béquilles d'une pareille mélancolie.

La première fois que j'ai vu Miron, j'étais étudiant à Québec. Un après-midi, contre toute attente, il est apparu dans une librairie de la rue Saint-Jean où j'avais comme lui mes habitudes. Le libraire est sorti de derrière son comptoir pour l'accueillir. Un petit groupe de curieux s'est rapproché pour former un demi-cercle afin de pouvoir mieux l'entendre. Quelqu'un à ce moment a avancé qu'il était de la dimension d'un Félix Leclerc. Miron a repoussé tout de suite l'idée. La question de son travail n'était pas à poser dans les termes d'une comparaison pareille, disait-il. Une culture n'était pas l'affaire d'un concours de popularité. En un mot, tout ne se résume pas à la place qu'on donne à des chansons.

Chez lui à Montréal, boulevard Saint-Joseph, Miron accumulait dans une bibliothèque de vieilles anthologies de poésie. «Tiens, ouvres-en une au hasard», me dit-il un soir où nous revenions ensemble de notre visite habituelle aux marchands de journaux. «Connais-tu ce poète?», me disait-il sans que sa mâchoire cesse un curieux mouvement de cisaillement. «Et l'autre ensuite, on ne le connaît pas davantage! Ils étaient importants. Et tous sont oubliés!» Une formidable leçon d'humilité qu'il transposait à l'échelle de notre temps. «Ce sera bien si on se souvient de deux ou trois de mes poèmes.» Mais le fait est que, vingt ans après sa mise en terre, rien de lui n'a été oublié.

Tout le monde parle aujourd'hui de la poésie de Miron. *L'homme rapaillé* est dévoré. Ce n'est pas pour rien que les étudiants du printemps érable portaient ses vers en effigie de leur révolte. Mais à l'heure de souligner le vingtième anniversaire de sa mort, je laisse à d'autres le soin de parler de la longue marche de son œuvre. Moi, c'est de l'homme vivant que je m'ennuie.

Miron était une véritable forge à mots. Il s'intéressait à tout, disséquant de son regard et de ses considérations toutes les facettes du monde sensible. Certes, il jouissait déjà d'un statut informel de poète national, mais cela ne se sentait pas du tout au quotidien. Nous parlions. Nous marchions. Nous mangions. Il mangeait mal d'ailleurs, selon un horaire sans cesse remanié selon ses engagements fluctuants. À l'été 1996, au moment où je m'apprêtais à partir pour l'étranger, je me souviens qu'il n'avait pas réussi à terminer un de ces épouvantables hamburgers qu'il commandait au comptoir d'un restaurant plutôt douteux que lui seul ou presque osait encourager.

À mon retour au pays, Miron était allité à l'hôpital Notre-Dame. Je suis allé le voir tout de suite. «Mon tour est venu pour Notre-Dame», me dit-il en m'expliquant sa condition, assis sur un fauteuil défoncé en vieux vinyle froid. Considérablement affecté par ses traitements, il vint tout de même au Salon du livre de Montréal en novembre. Je me souviens d'un photographe qui le pourchassait. Devant ce faiseur d'images par trop insistant, Miron enleva soudain sa casquette de gavroche pour révéler les effets saisissants de cette science qui nous donne désormais la chance de vivre plus longtemps avec notre cancer... Le monsieur recula d'un pas, s'excusa, décamp.

C'était il y a longtemps. Il y a vingt ans déjà. Pourtant c'était hier, en une journée froide de décembre. Ses funérailles furent nationales. Ce fait est sans précédent chez nous pour un écrivain. On l'a beaucoup répété, comme si cela pouvait constituer une forme de consolation à sa disparition.

Quelques heures après les funérailles, je remontai dans un avion. Je me rendis compte alors qu'il ne serait pas facile d'aimer ce mort pour moi à jamais si vivant.

jfn@ledevoir.com



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les données officielles indiquent qu'à peine 11 % du territoire visé par le Plan Nord est désigné comme aire protégée, soit environ 132 000 km².

PLAN NORD

La protection du territoire nordique tarde à se concrétiser

Québec n'a atteint que la moitié de l'objectif qu'il s'est fixé pour 2020

ALEXANDRE SHIELDS

Même s'il a promis de protéger 20 % du territoire du Plan Nord d'ici 2020, le gouvernement Couillard est encore loin du compte. Les données consultées par *Le Devoir* indiquent qu'à peine plus de la moitié de l'objectif a été atteint jusqu'à présent. Le gouvernement a toutefois bon espoir de ne pas rater sa cible. Il devrait d'ailleurs le réaffirmer dans le cadre du sommet Arctic Circle sur le développement nordique qui s'ouvre ce lundi à Québec.

En relançant officiellement le Plan Nord en avril 2015, avec des investissements publics prévus de 1,3 milliard d'ici 2020, le gouvernement a aussi promis d'en faire «une référence en matière de développement nordique responsable et durable».

Parmi les «interventions prioritaires» inscrites dans le plan libéral en matière de «protection de l'environnement», Québec s'est alors engagé à établir des aires protégées sur un total de 20 % du territoire du Plan Nord, soit toute la portion du Québec située au nord du 49^e parallèle.

En tenant compte de la superficie totale de ce territoire, soit 1,2 million de kilomètres, cette cible de 20 % représente environ 240 000 km². Or, à l'heure actuelle, les données officielles indiquent qu'à peine 11 % du territoire visé par le Plan Nord est désigné comme aire protégée, soit environ 132 000 km². Cette superficie comprend cependant des zones mises «en réserve», donc en attente d'un statut permanent de protection.

Trop lent

Pour Nature Québec et la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec), il est clair que le gouvernement de Philippe Couillard n'en fait pas assez pour protéger la biodiversité nordique du Québec, malgré les promesses inscrites dans le Plan Nord.

«Les progrès sont beaucoup trop lents», déplore Sophie Gallais, chargée de projet à Nature Québec, à la lumière des données sur les superficies protégées. Elle rappelle d'ailleurs que la promesse d'établir des aires protégées sur 20 % du territoire du Plan Nord remonte à 2011, au moment de la première annonce sous le gouvernement libéral de Jean Charest. Cela signifie, selon les chiffres compilés par M^{me} Gallais, que la superficie d'aires protégées au nord du 49^e parallèle a progressé de seulement 1,2 % en cinq ans.

«Si on parle d'un Plan Nord exemplaire pour ce qui est du développement durable, il faut absolument s'assurer de préserver ce qui doit l'être, dont les sites écologiques importants pour des

Forum international

Le gouvernement de Philippe Couillard est l'hôte cette semaine, à Québec, du sommet Arctic Circle, sur le thème «Le développement durable des régions nordiques: une approche intégrée et partenariale». Ce forum international, qui se réunit chaque année, regroupe des représentants de différents États et de communautés autochtones du Nord, mais aussi des gens d'affaires et des chercheurs. Lors du sommet qui se tient lundi et mardi, la ministre de l'Environnement du Canada, Catherine McKenna, doit notamment aborder la question des changements climatiques dans les régions nordiques. Parmi les invités, on compte notamment le prince Albert II de Monaco et la sénatrice de l'État de l'Alaska, Lesli McGuire. «Il s'agit d'une excellente occasion pour le gouvernement du Québec de partager la démarche de planification intégrée et partenariale du Plan Nord», a aussi précisé au *Devoir* le porte-parole de la Société du Plan Nord, Guillaume Lavoie.

questions culturelles ou naturelles», estime pourtant M^{me} Galais.

Pressions minières

Pour les groupes environnementaux, l'urgence d'agir est d'autant plus grande que certaines zones nordiques importantes d'un point de vue écologique sont déjà convoitées par l'industrie minière, en raison de leur fort potentiel pour différents minerais.

C'est le cas de la Fosse du Labrador, cette vaste zone qui s'étend sur une distance de plus de 1000 kilomètres selon une orientation nord-sud, et dont le potentiel en fer et autres minerais est jugé considérable. De nombreux titres miniers y sont actifs et au moins une dizaine de projets miniers importants sont actuellement en développement dans cette région, selon les données du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Qui plus est, le gouvernement Couillard a déboursé près de 20 millions de dollars pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour une nouvelle voie ferrée dont la construction faciliterait l'exploitation minière dans cette région.

Un mandat de lobbying inscrit par l'Association de l'exploration minière du Québec a aussi pour objectif que «des orientations soient prises dans le but de favoriser l'accès au territoire et la connaissance géoscientifique du territoire pour des activités d'exploration minière sur le territoire du Québec».

Dans ce contexte de «pressions industrielles

croissantes», la porte-parole de la SNAP Québec, Alice de Swarte, estime que le gouvernement devrait à tout le moins «prendre des mesures de conservation intérimaires», notamment en imposant une protection temporaire des territoires «déjà identifiés pour leur valeur écologique et culturelle».

Une telle mesure semble d'autant plus importante, selon M^{me} Galais, que le gouvernement s'est également engagé à réserver 30 % du territoire du Plan Nord «à des fins autres qu'industrielles» d'ici 2050. «Une telle planification territoriale prend du temps, explique-t-elle. Mais pendant ce temps, le développement industriel ne va pas s'arrêter, ni faire une pause. Il faut donc établir une protection temporaire pour les secteurs d'intérêt écologique, le temps qu'on analyse la situation et qu'on détermine ce qu'on veut préserver.»

Québec déterminé

Interpellé par *Le Devoir*, le cabinet du ministre de l'Environnement, David Heurtel, a réaffirmé les objectifs fixés par les libéraux en 2011, puis en 2015. «Le gouvernement est clairement déterminé à atteindre ses objectifs», a répondu son attachée de presse, Emilie Simard.

Selon Québec, l'objectif de 20 % d'ici 2020 pourra être atteint «en misant sur les démarches régionales de planification des aires protégées menées dans les régions de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec en collaboration avec les acteurs gouvernementaux, locaux et régionaux».

«Le gouvernement du Québec poursuit ses actions, a aussi précisé M^{me} Simard. Nous avons d'ailleurs annoncé la création de nouvelles aires protégées, soit la réserve aquatique projetée de la Rivière-Kovik ainsi que les réserves de biodiversité et aquatiques dans le secteur de la rivière Broadback.»

Retard au Sud

Si la protection du territoire nordique tarde à se concrétiser, la situation est la même à l'échelle de la province. À l'heure actuelle, le Québec compte moins de 10 % d'aires protégées en milieu terrestre, selon les calculs de la SNAP Québec. Or, le gouvernement avait pris l'engagement d'atteindre un taux de 12 % avant la fin de l'année 2015.

Le Québec a aussi beaucoup à faire pour atteindre son objectif de protection de 10 % de son milieu marin d'ici 2020. À ce jour, à peine 1,3 % de ce territoire est protégé. Or, selon les calculs du biologiste Sylvain Archambault, de la Coalition Saint-Laurent, les projets actuellement connus permettraient même de dépasser l'objectif de 10 %.

Le Devoir

LOTTO QUÉBEC 649 Prochain gros lot (approx.): 7 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 28329669-01		Résultats des tirages du : 2016-12-10 <table border="1"> <tr> <td>03</td> <td>37</td> <td>40</td> <td>06 compl.</td> </tr> <tr> <td>41</td> <td>47</td> <td>49</td> <td></td> </tr> </table> Extra 9052933		03	37	40	06 compl.	41	47	49	
03	37	40	06 compl.								
41	47	49									
LOTTO MAX Résultats complets sur lottoquebec.com Prochain gros lot (approx.): 55 000 000 \$ + MAXMILLIONS 4 lots de 1 million \$ (APPROX.) <small>En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.</small>		Résultats des tirages du : 2016-12-09 <table border="1"> <tr> <td>04</td> <td>18</td> <td>20</td> <td>30 compl.</td> </tr> <tr> <td>35</td> <td>43</td> <td>49</td> <td></td> </tr> </table> Extra 0250239		04	18	20	30 compl.	35	43	49	
04	18	20	30 compl.								
35	43	49									



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

MOUVEMENT ZÉRO DÉCHET

Bulk Barn cède sous la pression des consommateurs

Le géant canadien de l'alimentation en vrac permettra aux clients d'utiliser leurs propres contenants

ANNABELLE CAILLOU

Pressée par la demande grandissante de ses clients séduits par le mouvement zéro déchet, l'entreprise Bulk Barn fait un pas de plus pour l'environnement. S'inspirant des épiceries de quartier qui tentent de réduire leur volume de déchets, la plus grande chaîne d'alimentation en vrac du Canada permet désormais à sa clientèle d'utiliser ses propres contenants en magasin.

Le projet-pilote d'une durée d'un mois a été lancé le 8 décembre dans 10 succursales au Québec, qui en compte actuellement une trentaine. Il va permettre de sonder l'accueil des consommateurs et d'analyser l'organisation que cela nécessite. Le programme sera ensuite introduit dans tous les magasins du pays durant le mois de janvier.

«Ca fait un moment qu'on y pensait, mais on voulait être bien préparés, confie le responsable des succursales Bulk Barn au Québec, Marc L'Écuyer. On a conscience de notre impact sur l'environnement et il est temps de réduire notre utilisation du plastique. C'est une évolution naturelle des mentalités.»

La récente multiplication des épiceries zéro déchet a influé sur cette décision, reconnaît-il. La demande des clients était même plus grande ici, au Québec. Dans la dernière année, des pétitions ont circulé sur les réseaux sociaux pour faire pression sur le détaillant. «C'était courant de voir des clients arriver avec leur pot et repartir la mine basse parce qu'on ne pouvait pas les autoriser à l'utiliser, explique-t-il. On a même dû devancer le projet prévu pour 2017. On l'a même lancé dès septembre à Toronto.»

Lysandre Trudeau fait partie de ces consommateurs déçus. En septembre, la jeune femme s'est vu refuser la possibilité de remplir son contenant. «On m'a expliqué que c'était une question d'hygiène, que je devais utiliser leurs sacs recyclables. J'ai refusé et je n'y suis jamais retournée», explique-t-elle. Elle s'est réjouie en apprenant l'arrivée du projet dans une succursale près de chez elle.

Éviter les contaminations

L'enjeu de propreté était au cœur des réticences de la chaîne ontarienne. «Il fallait former nos employés, qui vont inspecter les récipients des clients. On devait penser à la

façon de communiquer avec eux sans les froisser si leur pot est sale. On n'est pas là pour nettoyer, c'est leur responsabilité», explique Marc L'Écuyer.

Le directeur général du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, Karel Ménard, minimise toutefois les inquiétudes de Bulk Barn. À ses yeux, le problème ne vient pas du contenant, mais des pelles utilisées. «Les pots ne touchent jamais les condiments. Par contre, les clients sont en contact avec les cuillères; on touche la poignée, on la remet dans le bac de noix ou de raisins ensuite.» Pour éviter toute contamination, les pelles des Bulk Barn se retrouvent justement dans un compartiment séparé des bacs d'aliments.

Encourager les clients

Si le programme de contenants réutilisables fera officiellement son entrée dans toutes les succursales de Bulk Barn d'ici peu, celles-ci continueront de distribuer gratuitement des sacs recyclables à leur clientèle. Une démarche qui pourrait décourager certains de changer leurs habitudes de consommation. Un incitatif, comme une réduction pour ceux qui apportent leur contenant, pourrait changer la donne, croit Karel Ménard.

La porte-parole en matière de consommation responsable chez Equiterre, Colleen Thorpe, partage son opinion. Elle croit même que le système «pollueur-payeur», très utilisé en Europe, serait plus efficace. «En Amérique du Nord, on persiste à faire un rabais à ceux qui apportent leur sac réutilisable, pourquoi ne pas punir ceux qui n'en ont pas en les faisant payer plus?»

À ses yeux, le travail de sensibilisation auprès des consommateurs revient davantage aux épiceries de quartier qu'aux supermarchés. «Les grands magasins rejoignent peut-être plus de monde, mais ont-ils le temps d'expliquer aux clients l'importance de changer ses habitudes?»

Bannir les sacs de plastique?

Pour la propriétaire de l'épicerie zéro déchet Méga Vrac, Ahlem Belkheir, bannir les sacs plastiques était l'ultime solution. Il y a quelques mois, ce magasin de la rue Masson portait le nom de Fou délices et proposait produits emballés et sacs plastiques aux clients. Face à la demande croissante



des habitués qui arrivaient avec leurs propres contenants, la propriétaire a décidé de faire la transition vers le zéro déchet.

Elle reconnaît toutefois avoir perdu quelques clients. «Certains étaient mécontents que j'enlève les sacs plastiques et ne trouvaient pas pratique d'apporter leur pot.» Elle a par contre attiré une nouvelle clientèle, plus sensible aux enjeux environnementaux.

Elle se félicite surtout d'avoir changé les mentalités de la plupart de ses clients réguliers. «Ils ont commencé par prendre les sacs en papier disponibles et maintenant ils apportent leur récipient. C'est ça, le défi des épiceries qui vivent la transition vers le zéro déchet. Celles qui ouvrent directement avec cette étiquette risquent à la base d'attirer des gens déjà "conscientisés",» croit-elle.

Aux yeux de Karel Ménard, bannir radicalement les sacs de plastique des Bulk Barn ne ferait que déplacer le mal de place. «Ils perdraient des clients qui iraient ailleurs, car les gens ont l'habitude d'utiliser les sacs de plastique. Ça prend trois générations avant que les comportements changent, alors ça ne sert à rien de brusquer les choses. Il faut se diriger vers le bannissement des sacs en trouvant des alternatives.»

Colleen Thorpe pense quant à elle qu'il revient aux municipalités de légiférer et de bannir les sacs de plastique, pour



PHOTOS GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Le projet-pilote d'une durée d'un mois a été lancé le 8 décembre dans 10 succursales au Québec.

faire une réelle différence.

À la source du problème

Agréablement surprise par la décision de la chaîne d'alimentation, Colleen Thorpe pense que Bulk Barn pourrait pousser ses concurrents à l'imiter. L'étape suivante pour

réduire son impact environnemental serait, selon elle, de réduire les emballages auprès des fournisseurs et de se diriger vers des produits biologiques et locaux.

Une opinion que ne partage pas Lysandre Trudeau. «J'ai fait le tour des épiceries zéro dé-

chet à Montréal, c'est souvent cher parce que tout est local et biologique, déplore-t-elle. Les produits Bulk Barn sont plus abordables, c'est une façon de démocratiser le mode de vie zéro déchet.»

Le Devoir

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La croissance fulgurante des émissions de méthane menace la planète

CATHERINE HOURS
à Paris

La flambée depuis dix ans des émissions de méthane, un gaz à effet de serre plus nocif pour le climat que le CO₂, risque de compromettre la lutte contre le réchauffement climatique, ont mis en garde des experts lundi.

«Il faut de toute urgence s'attacher à quantifier et réduire les émissions de méthane», plaident dans un éditorial ces chercheurs qui ont coordonné un bilan mondial mené par plus de 80 scientifiques de 15 pays.

Après un léger ralentissement entre 2000 et 2006, la concentration de méthane dans l'atmosphère a crû dix fois plus rapidement la décennie suivante, relève l'étude parue dans le journal *Earth System Science Data*.

«Contenir le réchauffement sous 2°C est déjà un défi considérable», soulignent ces mêmes chercheurs dans le bulletin *Environmental Research Letters*, à propos de l'objectif que la communauté internationale s'est fixé fin 2015 dans l'accord de Paris.

«Un tel objectif deviendra de plus en plus difficile à tenir si l'on ne réduit pas les émissions de méthane fortement et rapidement», ajoutent-ils.

Résultat de l'exploitation des énergies fossiles ou plus probablement des activités agricoles: les chercheurs formulent plusieurs hypothèses pour tenter d'expliquer cet emballement.

Croissance imprévue

Les concentrations augmentent de plus en plus vite depuis 2007, avec en particulier une forte accélération en 2014 et 2015. Au point qu'aucun scénario moyen du dernier rapport du GIEC, synthèse de référence sur le climat, ne montrait cette évolution.

«De façon inquiétante, la vitesse d'augmentation se rapproche du scénario le plus pessimiste», souligne Marielle Saunoy, de l'Université de Versailles Saint-Quentin (UVSQ).

Deuxième grand gaz à effet de serre lié aux activités humaines, après le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane contribue pour quelque 20% au réchauffement en cours.

Jusqu'ici, les mesures contre le réchauffement climatique se sont largement concentrées sur le CO₂, issu pour une large part des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz), et qui représente 70% des gaz à effet de serre.

Or, le méthane est 28 fois plus «réchauffant» que le CO₂ — tout en persistant moins longtemps

dans l'air (environ 10 ans).

Il est plus difficile à pister que le CO₂, car plus diffus, et une bonne part provient de sources «naturelles» (zones humides, formations géologiques).

Cependant, selon l'étude, 60% des émissions de méthane sont liées aux activités humaines: notamment 36% viennent de l'agriculture (éruptions des ruminants et rizières) et du traitement des déchets.

D'ailleurs les chercheurs privilégient cette hypothèse pour expliquer la hausse des émissions (selon la FAO, le nombre de têtes de bétail est passé de 1,3 milliard en 1994 à 1,5 milliard 20 ans plus tard). Mais ils n'excluent pas non plus le rôle des énergies fossiles dans ce boom.

Quelque 21% des émissions de méthane sont de fait dues à l'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz: de l'extraction jusqu'aux réseaux de distribution, les fuites de méthane sont très fréquentes.

«À partir des années 2000, il y a eu une grosse exploitation du charbon en Chine, et l'exploitation du gaz aux États-Unis a aussi augmenté», rappelle M^{me} Saunoy.

Dégel inquiétant

Concernant le pergélisol,

ces sols gelés des hautes latitudes, ils peuvent aussi dégager du méthane en dégelant, une grande crainte des climatologues. Mais à ce stade, «on ne voit pas d'augmentation anormale des concentrations», dit le chercheur et coauteur Philippe Bousquet, pour qui ces «émissions risquent d'augmenter dans le temps, mais sur des décennies».

Quant au boom particulièrement spectaculaire des deux dernières années, les scientifiques ont encore plus de mal à l'expliquer. «Cela peut être d'origine naturelle, dit M. Bousquet. Mais s'il se prolongeait au-delà de trois ou quatre ans, cela signifierait forcément un lien avec l'homme.»

Il est en tout cas possible d'agir d'ores et déjà et très concrètement pour réduire ou capter le méthane, soulignent les scientifiques: méthaniseurs dans les fermes, modification des protocoles d'irrigation des rizières, chasse aux fuites.

«On peut réduire ces émissions plus facilement, de manière moins coercitive, que celles de CO₂, en encourageant aussi l'innovation et les emplois. Alors il ne faut pas s'en priver!», insiste Philippe Bousquet.

Agence France-Presse

COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

La FIQ accuse le Centre universitaire de santé McGill d'imposer l'omerta

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) exhorte la direction du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) à divulguer comment elle compte réaliser les compressions budgétaires de l'ordre de 28 millions de dollars récemment annoncées.

La présidente de la FIQ, Régine Laurent, fait état d'un manque de transparence alors que la direction s'apprête à faire des coupes dans les mesures encadrant la prestation sécuritaire des soins.

M^{me} Laurent accuse par ailleurs le gouvernement provincial de cautionner l'omerta qui règne à ses yeux dans l'établissement.

Déjà des coupes

Elle tient à souligner que les coupes réalisées dans le nettoyage des salles d'opération ont mené à une hausse du nombre d'infections. La formation du personnel dans les unités de soins palliatifs et

d'oncologie, qui feront l'objet d'une fusion, a également écopé, indique-t-elle.

«Le Centre universitaire de santé McGill a ouvert seulement en 2015 en PPP et, depuis, on n'est même pas encore rendus en 2017, il y a des coupes de 60 millions», a déploré la présidente de la FIQ, en entrevue avec La Presse canadienne.

«Malgré ce que dit notre ministre de la Santé, ça a des impacts sur les soins et sur notre capacité à exercer de façon correcte au CUSM», a-t-elle poursuivi, évoquant une surcharge des professionnels, dont le taux d'absentéisme aurait d'ailleurs grimpé.

La présidente du syndicat local, Denyse Joseph, dit pour sa part assister à «un changement de culture total» du côté de l'employeur, qu'elle juge fermé au dialogue. «On nous arrive avec les faits accomplis», dénonce-t-elle.

La Presse canadienne

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

Après la pause...

FABIEN DEGLISE



Ce qu'il y a de plus troublant avec Donald Trump, ce n'est pas seulement son absence de filtre, ni les aberrations qu'il émet sur une base régulière, en personne ou en 140 caractères, c'est aussi le fait qu'il nous force désormais à changer notre façon de penser.

Avec lui, la politique ne peut plus être appréhendée comme l'exercice d'un pouvoir visant à assurer l'organisation d'une société. Elle n'est plus gouvernance d'un État pour en maintenir le fonctionnement, la cohésion, l'identité. Elle est en train d'adhérer aux codes de la télé-réalité. Et la perspective n'a rien de très réjouissant.

La prochaine présidence américaine qui se profile à l'horizon risque de prendre des allures de *The Celebrity Apprentice*, cette émission de télé-réalité dont le président désigné a été la figure centrale depuis 2008 sur les ondes de NBC et qu'il va continuer à produire, a-t-on appris la semaine dernière, tout en occupant le prestigieux fauteuil du bureau ovale. Avouez que ce n'est pas banal!

L'émission va être désormais animée par Arnold Schwarzenegger, ancien gouverneur de la Californie. Elle va poursuivre sa quête de personnes talentueuses pour les affaires, entre hyper-compétition et bons sentiments, dans un tout scénarisé pour divertir, pour émouvoir, pour maintenir artificiellement l'attention et surtout mystifier les masses, dans la pure tradition d'un genre télévisuel dont on ne peut que déplorer que la mécanique grossière ait à ce point colonisé, aux États-Unis du moins, la chose publique et politique.

Émouvoir et inquiéter

Et pourtant. La composition du cabinet de Donald Trump, depuis sa victoire électorale en novembre dernier, s'assemble comme le *casting* d'une de ces émissions, à grand coup de mystères, d'inclusions et d'exclusions, de coups d'éclat, de décisions discutables, portés au grand jour plutôt que placés derrière des portes réellement closes. En télévision, ces ingrédients sont censés faire vibrer les foules, les émouvoir, les inquiéter, jusqu'à la pause publicitaire et l'espoir de découvrir de l'autre côté le visage de l'élu ou de l'exclu. L'adhésion au programme passe aussi par une sélection calculée des candidats afin qu'ils représentent par leurs origines, leur psychologie, leurs histoires personnelles, leur opinion la diversité du public auquel ils s'adressent.

Jeudi dernier, le « Maître » de ce *Loft Story* — vous vous souvenez? La lecture québécoise du tristement célèbre *Big Brother!* — version Maison-Blanche a nommé Andy Puzder au ministère du Travail. L'homme, grand patron d'une chaîne de restauration rapide, est un opposant déclaré à l'augmentation du salaire minimum, un opposant aussi à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs du bas de l'échelle. La télé-réalité aime les contre-emplois, parce qu'ils laissent présager après la pause tout et surtout n'importe quoi.

Le choix de Steven Mnuchin comme secrétaire au Trésor entre sans doute dans cette même logique, en amenant à ce poste prestigieux un ancien de Goldman Sachs, cette banque d'investissement largement impliquée dans la crise financière de 2008 et qui a bien profité du pouvoir politique au moment du sauvetage. À la santé, Trump vient de mettre Tom Price, un militant anti-avortement, et au Logement, Ben Carson, un gars qui n'a que peu d'estime pour le logement social. Sans parler de son trio de militaires, John Kelly à la Sécurité intérieure, James Mattis à la Défense et Michael Flynn à la Sécurité nationale qui partagent, en chœur ou de manière isolée, le même esprit belliqueux et une incompréhension profonde exprimée face à d'autres cultures et d'autres religions.

Dérive prémonitoire

Vont-ils inciter le Maître de la Maison-Blanche à appuyer sur le bouton de l'arme atomique? Vont-ils déclencher des hostilités en se trouvant d'autres ennemis invisibles? Vont-ils porter atteinte aux droits des minorités? Vous le saurez après la pause. Et d'ici là, spéculer!

C'est que, d'une semaine à une autre, la scénarisation de la télé-réalité tient ses spectateurs captifs en laissant aussi le contenu du programme s'immiscer dans les conversations ordinaires des gens ordinaires. Comme dans le film *Louis 19, le roi des ondes* de Michel Poulette, délicieusement prémonitoire de cette dérive. Le choix du secrétaire d'État, dont on devrait connaître l'identité cette semaine, après la pause de la fin de semaine, prend sous cet angle des allures différentes, après le défilé des têtes possibles à ce poste à la Trump Tower dans les dernières semaines, comme on fait défiler des futurs premiers rôles sur un tapis rouge, et qui font désormais jaser, comme on dit.

Trump va-t-il choisir son ennemi juré, Mitt Romney ou son servile compagnon de campagne Rudolph Giuliani, ex-maire de New York? On aimerait pouvoir penser politique pour le savoir! Mais c'est bien plus la télé-réalité qu'il faut convoquer, avec d'ailleurs l'assurance qu'à la fin, tout cela ne peut être que mauvais.

chroniquefd@ledevoir.com
Sur Twitter: @FabienDeglise



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Ceux qui prévoient de sortir seuls sous-estiment toujours le plaisir qu'ils éprouveront, justement parce qu'ils y vont seuls, mais une fois sur place, sont très satisfaits. À l'inverse, le fait de sortir en groupe produit une surestimation de la joie du partage.

HYPERCONNEXION

En pleine tyrannie des réseaux sociaux, peut-on encore sortir seul?

À l'heure où beaucoup passent leur vie dehors pour nourrir leur compte Instagram, Snapchat ou Facebook, s'aventurer en solo dans un restaurant ou une exposition devient une épreuve. Les solitaires semblent condamnés à rester chez eux. Mais la résistance des jouisseurs solitaires et déconnectés s'organise

JULIE RAMBAL

Être seul et heureux, est-ce possible? L'humoriste américain Louis C. K. expliquait dans un *talk-show* pourquoi il n'achèterait jamais de téléphone multifonction à ses enfants, en lançant ce vibrant hommage à la solitude: «*Derrière toutes les couches de l'existence, il y a la conscience que vous êtes seul. Et triste. Et les téléphones vous distraient de cela. Seul dans votre voiture, vous vous empressiez d'envoyer "Salut" à 50 amis. Or il faut laisser la solitude vous percuter comme un camion. Lorsque vous vous abandonnez à cette tristesse, vous avez des anti-corps et le bonheur se précipite pour y répondre.*»

L'humoriste est le porte-voix de ceux qui préfèrent s'extraire d'un monde ultraconnecté, avec son flux ininterrompu de partages. Le mouvement a un nom: JOMO, pour «*Joy of missing out*». Face à eux, les victimes du FOMO, pour «*Fear of missing out*», cette peur de vivre des choses moins excitantes que ses semblables et qui pousse à rester en meute.

Plaisir solitaire

Selon un article du *New York Times*, 56% des utilisateurs de réseaux sociaux souffrent aujourd'hui de FOMO. Pire, l'hyperconnexion stigmatise les solitaires. «*À notre époque, la solitude est considérée comme un manque. Nous n'avons plus droit à l'isolement, sommés de répondre à l'autre dans l'instant*», constate Olivier Glassey, sociologue à l'Université de Lausanne et spécialiste des réseaux sociaux. Et dans la mesure où nous sommes biberonnés au tout communautaire, la seule perspective de s'aventurer dehors sans convive devient abominable. Regarder des séries seul sur son sofa? Oui. Aller au cinéma tout seul dehors? Brrr.

Dans une étude intitulée *Inhibé d'aller seul au bowling*, Rebecca Ratner, professeure de marketing américaine, et Rebecca Hamilton, chercheuse à l'Université de Georgetown, démontrent pourtant que les activités sociales, telles que la visite d'une galerie d'art, pratiquées en solitaire apportent un plus haut degré de satisfaction que celles réalisées en groupe. La raison? Ceux qui prévoient de sortir seuls sous-estiment toujours le plaisir qu'ils éprouveront, justement parce qu'ils y vont seuls, mais une fois sur place, sont très satisfaits. À l'inverse, le fait de sortir en groupe produit une surestimation de la joie du partage. Selon les chercheuses, cette inhibition réside

«*Celui qui s'affiche seul remet en cause la collectivité. On le traite de misanthrope ou d'égoïste.*»

Gérard Macqueron, auteur de *Psychologie de la solitude*

dans l'anxiété de passer pour quelqu'un qui n'a pas d'amis.

Seul au monde

«*L'histoire de la solitude est récente, rappelle le psychiatre Gérard Macqueron, auteur de Psychologie de la solitude (éd. Odile Jacob). Jusqu'au XVII^e siècle, elle était considérée comme un péché, et servait à mettre au ban de la société. À cette époque, l'émergence de l'individu a permis la création d'allées pour déambuler en solitaire. Mais dans un lieu défini. Depuis l'avènement du développement personnel, d'autres formes de solitude sont valorisées: monter sa boîte seul, voyager en aventurier... Mais ces actions sont présentées comme des exploits souvent inaccessibles, et les loisirs de célibataire restent stigmatisés. Car celui qui s'affiche seul remet en cause la collectivité. On le traite de misanthrope ou d'égoïste.*»

Oser, malgré tout, affirmer son autonomie réserve également quelques déconvenues. Faute de trouver des amis disponibles durant son congé estival, Sandra, célibataire de 32 ans, est partie dans les Cyclades avec sa seule valise à roulettes: «*Je ne voulais pas passer par une de ces agences pour solos remplies de dragueurs balourds. À la place, j'ai préféré la grande aventure. J'ai d'ailleurs rencontré plein de gens formidables... Mais aussi vécu des moments pénibles en allant dîner dans les tavernes, où les tablées familiales me scrutaient avec curiosité. Un soir, à Athènes, un type m'a même prise pour une call-girl!*»

À l'heure où les applications proposent même de draguer à votre place, ou de vous trouver des compagnons d'infortune pour ne plus faire tapisserie au restaurant (comme Eat-With), déambuler seul parmi la foule devient bien difficile... Et pourtant, le célibat n'a jamais été aussi bien partagé: 1,2 million de personnes vivent seules en Suisse (selon l'OFS), soit 36,4% de la population disposant d'un foyer, contre 8,5% dans les années 30. Il est également mal vécu: 41% des solos estiment que les personnes en couple sont mieux considérées.

Vide interactionnel

Mais la résistance s'organise, loin des classiques événements «rencontre» destinés à faire rentrer les solitaires dans le rang... À La Chaux-de-Fonds, le Musée des beaux-arts propose, une fois par mois, des visites pour célibataires. Idem au Kunstmuseum de Berne, et au Museum für Gestaltung de Zurich. À Amster-

dam, le restaurant Eenmaal est également composé de tables d'un seul couvert, et la plateforme de restauration Open Table constate une augmentation de 62% des réservations pour une personne. Tandis que le «*solo travelling*» (voyager seul) se développe depuis que les voyageurs suppriment l'aviassante (et onéreuse) taxe «*single*».

Selon une étude de Visa Global Travel, 24% des vacanciers sont partis seuls en 2014, contre 9% en 2013. Et même les couples commencent à s'octroyer des escapades sans leur binôme. «*Développer sa capacité à être bien avec soi permet de mieux cerner ses limites et vivre à son rythme*, note Gérard Macqueron. *Dans cette société brouillonne et bruyante, la solitude devient synonyme de liberté, créativité, réflexion...*»

Mais si l'individu ose enfin s'arracher à la meute, c'est que son cellulaire n'est jamais bien loin. «*Savoir s'extraire de la foule est noble... depuis que vous pouvez faire un selfie du fond de votre retraite*», ironise Olivier Glassey, qui évoque un nouveau syndrome (oui, encore un): le MOMO, pour «*Mystery of missing out*», la panique de ne pas recevoir de réponse à son message.

«*En pleine hyperconnectivité, chaque vide interactionnel accélère le sentiment de solitude*, ajoute le sociologue. *Le pire isolement? Que personne ne réponde à votre trait d'humour sur les réseaux.*»

Au XXI^e siècle, la honte n'est plus d'avoir une table d'un seul couvert à côté des toilettes, mais zéro like à la dernière photo de son plat... Sauf quand on a la force morale de Louis C. K.

Le Temps

24%

Pourcentage des vacanciers partis seuls en 2014

9%

Pourcentage des vacanciers partis seuls en 2013

Source: Visa Travel Global

ÉDITORIAL

RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Le vrai nœud

La conférence des premiers ministres de vendredi aura porté ses fruits. Le Canada a enfin un Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Il y avait longtemps qu'on n'avait pas assisté à la réussite d'une négociation fédérale-provinciale de cette ampleur. Mais cet esprit de coopération pourra-t-il durer alors que l'épineux dossier du financement de la santé refait surface? Cela dépend avant tout du fédéral.

Le gouvernement fédéral a obtenu vendredi l'appui dont il avait besoin pour présenter un cadre crédible. M. Trudeau a le mérite d'avoir lancé le bal des négociations et d'avoir ainsi brisé l'impasse qui persistait à Ottawa depuis des lustres. Mais ce succès est aussi celui des provinces.

Soumises à d'importantes pressions financières, elles auraient pu se livrer à un triste chantage en exigeant du fédéral qu'il plie dans le dossier du financement de la santé en échange d'une avancée sur le front environnemental. Après avoir laissé planer cette menace dans une lettre envoyée au premier ministre Justin Trudeau en septembre, elles s'en sont abstenues, à part le Manitoba. Cette attitude est tout à leur honneur.

Ce cadre, qui n'est pas parfait, est le premier liant le fédéral, les provinces et les territoires. Le premier depuis la signature du protocole de Kyoto il y a 19 ans! Le temps n'était plus aux tergiversations, comme celles du premier ministre saskatchewanais, Brad Wall, qui demeure le seul à s'opposer au principe de la tarification du carbone.

Un certain sentiment d'urgence et la décision d'Ottawa d'imposer une taxe sur le carbone aux provinces tire-au-flanc ont eu leur effet. Heureusement! Bien que d'accord avec le principe du plan, le Manitoba n'a pas signé, préférant attendre le résultat de la discussion sur le financement de la santé.

Car le sujet a été discuté. Vendredi soir, durant le souper. Rien pour satisfaire l'appétit des premiers ministres. Ils réclament depuis un moment une conférence consacrée à cet unique enjeu et ils ont raison.

La santé accapare la plus importante part de leur budget et ils anticipent une hausse assurée des coûts à cause, entre autres choses, du vieillissement de la population. Les provinces ne peuvent supporter seules l'alourdissement du fardeau. Ottawa doit assumer sa juste part en adaptant sa contribution déclinante qui représente environ 21% des coûts du système de santé.

Les provinces, comme le fédéral, sont en train de préparer leur prochain budget. Si Ottawa reste sur ses positions, soit celles de Stephen Harper, les transferts pour la santé ne croîtront plus au même rythme que les années précédentes dès l'année financière 2017-2018. Le taux annuel de croissance passera de 6% à 3%. Les provinces, elles, veulent maintenir le taux actuel.

Les libéraux fédéraux préfèrent investir 3 milliards supplémentaires sur quatre ans dans des domaines précis, dont les soins à domicile, et exigent des preuves de résultats avant de s'engager à plus long terme. Pas une province ne créera des services et des attentes sans avoir l'assurance d'un financement récurrent.

Et pour Québec, il ne saurait être question d'accepter des fonds «dédiés», des conditions de résultats ou encore d'avoir à rendre des comptes à Ottawa. Le premier ministre Philippe Couillard veut que l'argent soit ajouté au transfert global, qu'il soit récurrent et que soit respecté le principe d'asymétrie reconnu en 2004 qui permet au Québec de suivre sa propre voie. Il ne peut en être autrement.

Les discussions au niveau ministériel se poursuivent, mais les négociations sur le financement de la santé doivent, comme dans le cas de l'environnement, être scellées au plus haut niveau et le fédéral, faire preuve du même sens des responsabilités que les provinces dans le dossier du climat.

SOUDAN DU SUD

Dans l'indifférence

Les cris d'alarme passent, les violences restent. Il y a deux semaines, des experts de l'ONU avertissaient que le Soudan du Sud présentait des signes de «génocide imminent» et que les conditions étaient réunies «pour que se répète ce qui s'est passé au Rwanda» en 1994. Massacres, viols collectifs, villages rasés... «Il y a déjà un processus régulier de nettoyage ethnique en cours dans plusieurs zones du Soudan du Sud», a prévenu Yasmin Sooka, la chef d'une délégation du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme qui s'est rendue en novembre dans ce petit pays déchiré par la guerre civile. «Beaucoup nous ont dit que le point de non-retour avait été atteint.»

Le message peut-il être plus clair? Une dynamique pareillement dangereuse s'est installée entre Tutsis et Hutus au Burundi, autre pays d'Afrique centrale, sans que la communauté internationale se mobilise vraiment pour empêcher que le pire ne se produise.

Plus jeune État du monde, le Soudan du Sud a acquis son indépendance en 2011 au terme d'un conflit armé avec Khartoum qui se sera étiré sur plusieurs décennies. La paix a laborieusement tenu jusqu'en 2013 entre Sud-Soudanais à la faveur d'un accord de partage du pouvoir entre dinkas, l'ethnie la plus nombreuse, et nuers. Il y a trois ans ce mois-ci, les vieilles dissensions claniques reprenaient le dessus, sur fond de rupture entre le président dinka Salvar Kiir et le vice-président nuér Riek Machar, plongeant le pays dans une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts et 2,5 millions de déplacés. Les violences gagnent en intensité avec le retour de la saison sèche, d'où l'urgence.

«L'important, a dit croire Mme Sooka face aux risques de génocide nuér, c'est qu'il est encore temps de l'empêcher.» Les experts onusiens plaident, une fois de plus, en faveur d'un embargo sur les armes et un renforcement de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS), forte de quelque 10 000 Casques bleus, une mission sévèrement critiquée pour la frilosité avec laquelle elle a rempli son rôle de protection des populations civiles. Comportement si frileux d'ailleurs que, fait rare, le secrétaire général de l'ONU vient de congédier pour inefficacité patente le général kényan qui commandait la mission.

La tragédie sud-soudanaise vient éclairer des chiffres fraîchement publiés par l'UNICEF, selon lesquels plus d'un demi-million d'enfants, soit environ un sur quatre à l'échelle mondiale, vivent aujourd'hui dans des pays touchés par des conflits ou d'autres désastres. Les trois quarts de ces enfants sont en Afrique subsaharienne — y compris donc au Soudan du Sud, où MM. Kiir et Machar sont du reste accusés de recruter des enfants-soldats. Les rapports passent, les violences résonnent.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS!

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente des ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

Projet de loi 106: peuple à genoux!

En cette belle période des fêtes de Noël, c'est le temps des cadeaux! Il en est qu'on mérite et il en est qui nous tombent du ciel sans être attendus. Le 10 décembre 2016, au petit matin, le peuple québécois a fait un cadeau considérable, pas mal au-dessus de ses moyens d'ailleurs: notre gouvernement a adopté le projet de loi 106. Beau cadeau!

Vous ne connaissez pas le contenu du cadeau? Eh bien, vous serez surpris de notre générosité. Nous venons de donner l'accès et la propriété de notre sous-sol aux compagnies gazières et pétrolières de ce monde. Voire un droit de propriété incontestable, maintenant que la loi a été adoptée sous bâillon.

Cela signifie que le sous-sol n'appartient plus à l'État québécois, mais bien aux titulaires des claims obtenus à 0,10 \$ l'hectare.

Nous sommes tellement riches au Québec, nous sommes tellement au-dessus de nos affaires, que notre gouvernement, après avoir imposé l'austérité,

oups, on doit dire subir «la rigueur budgétaire», vient d'adopter une loi qui consacre le cadeau. Non seulement nous ne sommes plus maîtres chez nous, mais nous venons de renoncer à obtenir des redevances convenables pour notre richesse collective.

Ces compagnies pourront désormais entrer où elles voudront, forer, vous exploier si vous n'êtes pas d'accord, soufrier du pétrole et du gaz en quantité infime, car notre sous-sol n'en regorge pas, et ne rien payer au bon peuple, car ces opérations se feront sous le couvert d'une section de la nouvelle loi qui leur permettra de le faire gratuitement.

Pour bien enrober le cadeau, notre gouvernement avait acheté son beau papier d'emballage par l'entremise d'une société d'investissement: Ressources Québec. À même notre argent si durement épargné via la rigueur budgétaire qui a grevé les ministères publics depuis trois ans, nous finançons ces compagnies. Sans notre aide financière, rien de tout cela ne serait possible.

Peuple à genoux! Le père Noël Pierre Arcand, sous l'œil bienveillant de son patron Couillard, vient de faire un superbe ca-

cadeau à leurs amis, à même nos économies. Jacques Tétreault, coordonnateur général adjoint du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec Saint-Dominique, le 10 décembre 2016

Le règne du paon Trump

Sonnez trompes et trompettes, le royaume retrouvera sa grandeur: le grand paon blond vient d'être élu! Contrairement aux autres paons qui braillent ou criaillent, lui gazouille frénétiquement. Depuis son couronnement, il a choisi le faucon pour s'occuper de la défense du royaume et a chargé le vautour de la sécurité intérieure. Quant au rat, il sera chargé du dossier de la salubrité et de l'hygiène, qu'il maîtrise à la perfection. Le loup a bien accepté de s'occuper de l'élevage, tandis que la diplomatie a été confiée à la hyène, et l'éducation à la linotte. Le castor l'ayant appuyé durant sa campagne, on lui a réservé la protection des forêts de feuillus; il s'en réjouit déjà. Sonnez trompes et trompettes, le paon gazouilleur a promis que c'est ainsi que le royaume redeviendrait grand et fort!

Darquis Gagné
 Gatineau, le 10 décembre 2016

LIBRE OPINION

Justice: un changement de culture, vraiment?

JEAN CLAUDE BERNHEIM

Chargé de cours, Université de Saint-Boniface

L'engorgement des tribunaux, additionné au jugement Jordan, donne lieu à de multiples interventions de la part des acteurs qui gravitent autour du système de justice criminelle et pénale. Tous s'entendent pour réclamer plus de millions de dollars pour en assurer le bon fonctionnement. Que ce soit les juges en chef, les acteurs politiques au pouvoir ou dans l'opposition, les procureurs de la Couronne, les avocats de la défense, les analystes universitaires, tous sont sur la même longueur d'onde.

La ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, a osé réclamer un changement de culture. Bravo! Elle a tout à fait raison. Malheureusement, son analyse n'est que fonctionnaliste et ne prend pas en compte la triste réalité de ce système éminemment injuste. En effet, parmi ces éminents défenseurs de la veuve et de l'orphelin, aucun n'a pris la peine d'exposer la réalité de ce système de justice. Qui osera souligner que, parmi les 360 640 causes réglées par les tribunaux au Canada en 2013-2014, 228 328 se sont soldées par un verdict de culpabilité, 82 764 ont été sanctionnées par une peine d'emprisonnement, les 145 564 autres par une peine de sursis, de probation, d'amendes, de travaux communautaires, etc. Il est vrai qu'il manque certaines données, mais ces chiffres sont représentatifs du fonctionnement du système.

Qui sait que, parmi les 82 764 personnes

condamnées à une peine de prison, 54,4% des hommes et 67,5% des femmes purgent une peine d'un mois ou moins; 87% des hommes et 92,2% des femmes purgent une peine de six mois ou moins; seulement 3,6% des hommes et 2,1% des femmes sont assujettis à une peine d'emprisonnement de 2 ans ou plus?

Qui sait que les causes d'infraction contre l'administration de la justice représentent 23% des causes réglées, soit 82 116? Elle concerne le défaut de se conformer à une ordonnance ou à une condition comme le refus de participer à des programmes imposés par les tribunaux (tel le counselling en matière de toxicomanie) (57%); le manquement à une ordonnance de probation (22%); les infractions contre l'administration de la justice en vertu du Code criminel comme le parjure, l'entrave à la justice ou l'évasion d'une garde légale (19%); le défaut de comparaître devant le tribunal, et plus rarement le fait de se trouver illégalement en liberté, autrement dit ne pas s'être présenté au tribunal tel que requis (2%).

Remise en question

En ce qui concerne les crimes contre les personnes les plus graves, les tribunaux ont statué sur 258 homicides, 186 tentatives de meurtre, 3388 vols qualifiés, 6464 crimes à caractère sexuel 19 232 voies de fait majeures. Sans vouloir minimiser les conséquences pour les 370 050 victimes de crimes violents déclarés par la police en 2014, le fait que 80% des condamnés aient reçu une peine d'empi-

sonnement de trois mois ou moins laisse entrevoir qu'il y a peut-être d'autres manières de faire, moins coûteuses et tout aussi efficaces.

N'est-il pas vrai que le vol à l'étalage est un crime éventuellement punissable d'une peine d'emprisonnement et à tout le moins affecte le condamné d'un casier judiciaire, et que la publicité trompeuse de la part de commerçants est considérée comme une pratique commerciale «douteuse», sanctionnée à terme par une amende que les prochains clients verront à acquitter?

Vraisemblablement, ces chiffres ne représentent pas la complexité du fonctionnement du système de justice, mais ils nous permettent au moins de penser qu'il est temps qu'un réel débat sur le système de justice s'amorce, dont les principes de fonctionnement remontent au début du XIX^e siècle. Les grandes institutions sociales comme le mariage et la religion, les systèmes de santé et d'éducation, la sexualité et le droit de mourir dans la dignité, ont été et sont toujours l'objet de débats constants qui en assurent l'arrimage aux valeurs de la société. Pourquoi le système de justice criminel et pénal est-il le seul à ne jamais être remis en question sur la base de ses principes et objectifs? Les intérêts des pouvoirs politique, économique et commercial sont-ils si puissants qu'ils réussissent à garder la mainmise sur le système qui gère les droits de tout un chacun, individus, groupes sociaux et personnes morales?

IDÉES

La résurgence des États et des nations

SAMIR SAUL

Professeur d'histoire,
Université de Montréal – CERIUM

Y a-t-il un rapport entre le Brexit, l'élection de Trump et la récupération d'Alep par l'État syrien? Les trois vont à l'encontre du mondialisme démonteur de nations et d'États. Ses têtes d'affiche tombent en succession: Cameron, Clinton, Sarkozy, Juppé, Hollande, Renzi. Ailleurs, le djihadisme, arme de l'heure contre les États et les nations, rencontre en Syrie la riposte qui l'écornera.

Sans chant prématuré de *Te Deum* ni présomption de l'avenir, 2016 peut être marqué d'une pierre blanche. Preuve en sont le remuement dans la bulle de la *global governance* insolemment contrariée et l'agitation dans l'aquarium politique occidental devant l'échec qui se profile en Syrie.

Le déclin

Après 1945, l'État assume un rôle d'initiative et de redistribution qui contribue au boom économique des « Trente Glorieuses ». C'est le néolibéralisme qui profite de l'avènement de la crise à partir de 1974 pour imposer une mondialisation renforçant le primat du marché. Récemment loué comme corne d'abondance, l'État est alors conspué comme obstacle aux bienfaits attendus du marché.

Produit de la Révolution française, la nation est à l'origine un modèle émancipateur repo-

sant sur l'affirmation de la souveraineté populaire. Elle constitue une aspiration qui se répand largement dans le monde, devenant le fondement de nombreux États. Or, à l'ère du néolibéralisme conquérant, le fait national s'apparente à un particularisme résiduel qui entrave l'homogénéisation mondialisante.

Vecteurs conscients ou pas du néolibéralisme, des universitaires ont tôt fait de reléguer États et nations au passé, de condamner l'étude du politique et de prendre le transnationalisme pour fait accompli ou dominant.

Haro sur l'État et la nation

Dans les pays occidentaux, la mise au pas des États comporte leur retrait d'une économie libéralisée ainsi que l'intégration dans un système mondialisé et hiérarchisé. Déporté vers l'extérieur, l'État se distance de sa base nationale, laquelle fait figure de vestige ou

Que représentent le Brexit et l'élection de Trump sinon le refus d'un mondialisme assécheur des économies nationales?

d'archaïsme. Sont célébrés le cosmopolitisme, la « société civile », les identitarismes non nationaux, l'américanisme passant pour une *world culture*, etc.

La dissolution du camp soviétique met une immense partie du globe, longtemps hors de portée, à la disposition du capitalisme et donne un coup d'accélérateur à la mondialisation. Il importe d'affaiblir l'État russe afin de

faciliter l'accès aux ressources du pays. Durant la décennie Eltsine, la Russie est mise en coupe réglée par oligarques et grand banditisme, avec des résultats catastrophiques pour la société russe. Sous Poutine, l'autorité de l'État est rétablie, ce qui vaut à son président popularité en Russie et fulmination en Occident. Autour de la Russie, des « révolutions colorées » alimentées par des officines néolibérales font de certains pays des avant-postes du camp occidental.

Au Moyen-Orient, les néoconservateurs recourent à la méthode indirecte des guerres de déstabilisation, menées par procuration et faisant appel au sectarisme-fanatisme djihadiste pour briser les nations. D'origine israélienne, le projet néocon est affiché: à défaut de pouvoir les contrôler, démembrer les États et nations arabes en micro-entités confessionnelles manipulables et satellisables. La Syrie est le laboratoire pour la création de zones de chaos sur le pourtour de la Russie, jusqu'à la Chine.

Que représentent le Brexit et l'élection de Trump sinon le refus d'un mondialisme assécheur des économies nationales? Du fond des deux pays qui en sont pourtant les pivots, la mondialisation néolibérale est rejetée au profit de politiques nationales de relance économique et de rappel du fait national. Que représente la déroutée du djihadisme en Syrie, sinon un coup d'arrêt à la politique de *regime change* orchestrée de l'extérieur, de désarticulation des États et de dévastation des sociétés? États et nations n'ont pas dit leur dernier mot.

Anglais et jacobinisme

JEAN-BENOÎT
NADEAU

Il ne se passe pas une semaine sans qu'on me demande pourquoi les Français sont à ce point fascinés par l'anglais, au point d'ailleurs d'adopter des anglicismes voire de s'angliciser sans aucune pression extérieure, spontanément, de leur propre initiative.

L'une des clés de cette « anglophobie » française est le jacobinisme, un terme du jargon politique franco-français qui remonte à la Révolution — le nom fait référence au lieu de rencontre de ce club politique, au couvent dominicain de la rue Saint-Jacques (en latin: *Jacobus*).

Le club des Jacobins prônait le centralisme démocratique. Depuis toujours, la France est un pays très diversifié, pour ne pas dire balkanisé, sur le plan géographique, politique et même linguistique. Bien avant la Révolution française, le pouvoir avait commencé à « bulldozer » les différences, mais c'est avec la Révolution et la doctrine des jacobins que la mayonnaise a pris.

Il faudra plus d'un siècle et demi pour que les Jacobins parviennent au bout de leur projet politique. Dans l'esprit jacobin, tout doit venir du centre ou aller vers le centre: les trains, les routes, les décisions, les promotions, la langue.

Ils ont donc instillé dans la culture politique une intolérance marquée pour tout ce qui n'émane pas du centre, à commencer par la concurrence de pouvoirs politiques locaux et de normes sociales qui heurtent la norme parisienne. À tel point que ce que l'on désigne souvent comme « français » est avant tout « parisien ».

Le jacobinisme a été appuyé par d'autres traits culturels, comme le culte de l'autorité et la fascination pour la grandeur. Tant et si bien que l'un des effets de ce nivellement centraliste a été de rendre les Français extrêmement sensibles à l'exercice et à l'expression du pouvoir.

Jacobinisme linguistique

La langue est le révélateur le plus net du jacobinisme. Au XIX^e siècle, la France a été francisée par le haut, de façon quasi coloniale. Il s'agissait d'un français d'école, profondément puriste et négateur des différences. À des millions de Français, l'on a inculqué l'idée que la langue, c'est le dictionnaire, et qu'elle doit être parlée comme elle s'écrit.

Une partie des Français n'a jamais aimé ce qu'on lui enseignait. Cela se manifeste par une fascination pour la subversion linguistique et les contre-systèmes langagiers, comme l'argot, le verlan, le javanais, le louchèrberm et autre jargon. Si on gratte un peu, on découvre même un bon nombre de Français qui n'aiment pas beaucoup leur langue, et même qui la détestent franchement.

Les fissures dans le jacobinisme linguistique sont apparues en France après la Seconde Guerre mondiale. D'abord parce que le pouvoir de la superpuissance mondiale s'exprimait en anglais. D'autre part, parce que la francophonie a rendu le français polycentrique — *de facto*.

Si bien qu'une partie des élites françaises n'ont eu aucun état d'âme à renier leur langue pour se parer des attributs de la langue du vrai pouvoir.

Bizarrement, ce qui sauve le français, c'est le complexe puriste introduit par le jacobinisme, c'est-à-dire l'obsession de vouloir parler comme on écrit. Si les Français ont tant de mal à apprendre une langue comme l'anglais, c'est parce que l'anglais, cela s'attrape; ça ne s'enseigne pas, et surtout pas par l'écrit.

Dans une société où le ridicule tue, contrairement à l'adage, le ridicule anglophile est même devenu le seul rempart efficace contre l'anglais. Ce n'est pas le moindre des paradoxes du jacobinisme.

Pluricentrisme

Ma chronique de la semaine dernière, « Les académies francophones », a suscité plusieurs réactions, dont un courriel fascinant du professeur Leigh Oakes de l'Université Queen Mary à Londres. Il travaille à une enquête archi-intéressante sur l'attitude des Québécois quant à la langue. Il s'agit d'une quarantaine de questions sur notre perception de la langue, la dignité du français d'ici, sa capacité expressive et même notre attitude envers l'attitude des autres.

Pour en savoir un peu plus, j'ai appelé le professeur Oakes à Londres. Cet Australien s'intéresse au français au Québec depuis 20 ans — il en est à son deuxième livre. « *Il y a beaucoup d'idéologie sur la langue et nous essayons de recueillir la perception réelle des Québécois quant à leur langue sans idéologie.* »

Sa position est d'autant plus pertinente que son pays, l'Australie, s'est affranchi de la norme britannique sans états d'âme dans les années 1960. Depuis, on y a publié plusieurs dictionnaires de l'anglais australien.

« *Ceux qui étudient le pluricentrisme du français sont des anglophones et des Allemands,* » m'a-t-il expliqué durant notre bref entretien. Comme quoi les francophones gagneraient à mieux comprendre les autres grandes langues internationales pour mieux saisir la nature de leur propre langue.

Je vous invite donc à répondre en grand nombre à son enquête et à en parler autour de vous:

« *Le français tel qu'on l'utilise au Québec: une enquête sur les attitudes* »

ÉLECTION DE JOVENEL MOÏSE

Un K.-O. à la démocratie haïtienne

ROROMME CHANTAL

Professeur de science politique à l'École des hautes
études publiques de l'Université de Moncton

Les résultats préliminaires des élections du 20 novembre dernier en Haïti ont été accueillis dans l'enthousiasme général. Compte tenu du contexte chaotique de la transition en cours, caractérisé par une grave crise humanitaire, une économie nationale exsangue et l'instabilité politique, ce double scrutin présidentiel et législatif a été présenté comme une ultime « chance », après les deux tentatives avortées de 2015 et 2016. Il était perçu comme l'occasion pour le pays de renouer avec une certaine prospérité, après des années de gabegies administratives et de souffrances sous la présidence de Michel Martelly.

Cet optimisme relatif à l'issue pacifique des élections en Haïti relève au mieux d'une méconnaissance de la complexe réalité du pays. Il n'a de sens que dans le cadre d'un « électoralisme vide de sincérité », c'est-à-dire la formule générale selon laquelle des élections sans fraudes équivalent à la démocratie et reflètent nécessairement l'intérêt général. Comme l'a montré le politologue Guy Hermet, « *la démocratie ne conquiert les hommes que lorsqu'elle prend figure de valeur sûre pour la promotion des masses.* » C'est en ce sens que l'issue des dernières élections en Haïti peut inspirer au moins deux déceptions majeures.

Le pouvoir des nantis

Une première déception vient du fait que c'est Jovenel Moïse, le poulain de Michel Martelly, qui a été déclaré vainqueur dès le premier tour de la présidentielle. Nommé en 2015 candidat à la présidence par le président sortant, il semblait disposer de moyens exorbitants à la mesure de ses ambitions politiques. Mais, face à des adversaires jouissant incontestablement d'une certaine popularité, quoiqu'en ordre dispersé, on peut douter de la sincérité de tels résultats. D'autant que cette victoire triomphale du candidat de Michel Martelly n'est pas sans rappeler la tentative de celui-ci en 2015 de mettre l'opposition K.-O. en faveur de son poulain, avant de capituler devant des allégations unanimes d'« irrégularités et fraudes massives ».

S'il réussissait cette fois, Jovenel Moïse inaugurerait sa présidence avec un double handicap: l'image d'un président de la continuité et surtout celle d'être, à l'instar de son parrain, Michel Martelly, le président des nantis d'Haïti, qui ont généreusement arrosé sa campagne de leur financement opaque. Habile, l'entrepreneur agricole s'emploiera durant sa campagne électorale à prendre une certaine distance envers l'ancien président et de son entourage immédiat. Mais en vain. Avant même sa prise de fonctions, certains analystes assimilent déjà l'arrivée au pouvoir de Jovenel Moïse à une « catastrophe » et rappellent volontiers le bilan controversé de son mentor: corruption à grande échelle, dysfonctionnement institutionnel, impunité pour les proches du pouvoir...

Une myopie politique

En outre, l'espoir né des dernières élections en Haïti est considérablement infléchi si l'on suit les premiers propos de Jovenel Moïse à la suite de l'annonce de sa victoire. Il y a repris, pour l'essen-



ALEX WONG GETTY IMAGES AGENCE FRANCE-PRESSE

Jovenel Moïse a succédé à Michel Martelly à la présidence d'Haïti en novembre dernier.

tiel, son slogan de campagne de « *mobiliser toutes les ressources du pays: les gens, la terre, le soleil, les rivières afin de mettre de la nourriture dans les assiettes du peuple et de l'argent dans ses poches.* »

Pourtant, l'absence des grandes questions qui préoccupent la nation haïtienne a mis en évidence la myopie politique qui caractérise ses élites dirigeantes et l'indigence de leurs ambitions et projets politiques. On n'a noté aucune mention des problèmes importants. Sur le plan politique, si Jovenel Moïse a fort heureusement reconnu que « *la stabilité politique est le premier des biens publics* », il n'a en revanche rien dit sur les moyens qu'il compte mobiliser afin d'y parvenir, outre la tenue d'élections régulières. Sur la question de la corruption, qui gangrène une administration publique haïtienne pléthorique, le silence sonore du président élu n'a visiblement rien de rassurant. D'où ma sensation que, davantage qu'une défaite humiliante pour ses

L'absence des grandes questions qui préoccupent la nation haïtienne a mis en évidence la myopie politique qui caractérise ses élites dirigeantes et l'indigence de leurs ambitions et projets politiques

adversaires politiques, l'élection triomphale de Jovenel Moïse à la présidence équivaut plutôt à un K.-O. porté à la fragile démocratie haïtienne.

Restaurer le rêve haïtien

Car, les problèmes susmentionnés sont, je crois, partagés par tous ceux qui souhaitent la restauration du rêve haïtien et, j'imagine, par Jovenel Moïse lui-même dont je ne doute de l'amour pour son pays. Il faut même lui reconnaître le mérite de vouloir gouverner le pays loin des excès et de la mégalomanie qui ont souvent fait des hommes de pouvoir en Haïti ses ennemis intimes. Cette volonté est, par exemple, clairement exprimée dans son premier message à la nation dans lequel il lance un appel bienvenu à tous ses compatriotes de bonne volonté qu'il souhaite associer à son gouvernement.

Ce qui est plutôt en cause c'est la limite de sa vision qui, comme dans le cas de ses prédécesseurs, renvoie à ce que les sociologues décrivent comme une « *idéologie bioéconomique* », selon laquelle « *manger* » paraît la demande principale des masses pauvres du pays. Qu'une majorité des Haïtiens aient aujourd'hui faim ne souffre d'aucune contestation. En même temps, les Haïtiens ont des aspirations plus grandes que ce besoin, aussi urgent soit-il. Ils rêvent de voir la démocratie consolidée, d'avoir un pays où la lutte politique pacifique est institutionnalisée, d'être fiers de vivre dans un pays qui cesse d'être régulièrement mis au ban aux côtés des républiques bananières.

Un pacte de gouvernabilité

C'est pourquoi, si j'avais un accès direct au président élu haïtien, Jovenel Moïse, je ferais mieux que simplement publier ce texte. Je ferais ce que je crois que tous ceux qui aiment ce coin de terre meurtri devraient faire, c'est-à-dire convaincre le nouveau mandataire de s'attacher davantage aux principes républicains qu'à ses amitiés. Et d'engager immédiatement toutes les forces vives de la nation dans l'organisation d'une conférence nationale qui déboucherait sur la conclusion d'un pacte de gouvernabilité.

L'institutionnalisation d'un tel pacte permettrait à coup sûr de créer la confiance sans laquelle les milieux d'affaires nationaux et internationaux resteront nerveux et continueront de fuir le pays. Et, sans un tel climat de confiance, même le projet de relance de la production nationale, si cher au président en voie d'être élu, demeurera illusoire. C'est aussi à cette condition que notre pays attirera une quantité importante de touristes dont le refus d'Haïti comme destination privilégiée repose moins sur la qualité de notre nature très plaisante que sur celle du climat politique. C'est, enfin, à cette condition qu'Haïti pourra mobiliser sereinement ses forces, ressources et énergies au seul combat qui vaille, celui de la liberté et de la lutte contre la misère et l'ignorance.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (rechercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Retitto-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillon, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétariat), Laura Pelletier et Arnaud Stoppa (commis), Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (secrétariat), Laurence Hémond (secrétariat). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.



KHALED DESOUKI AGENCE FRANCE-PRESSE

Trois attentats à la bombe ont fait au moins 30 morts ces derniers jours en Égypte. L'attaque la plus meurtrière s'est déroulée dans une église copte du Caire. Au moins 23 personnes ont été tuées en pleine célébration dimanche, la pire attaque contre cette minorité religieuse depuis des années.

ATTENTATS

SUITE DE LA PAGE 1

Une cible fragile, c'est aussi le port commercial de Mogadiscio, où 20 personnes ont été tuées dimanche dans un attentat-suicide au camion piégé. Encore, c'est la caserne Al-Sawlaban de la ville d'Aden, là où sont morts 48 soldats yéménites qui étaient rassemblés samedi pour encaisser leur paye mensuelle, quand un kamikaze s'est fait exploser.

« Une partie du défi s'explique par le fait qu'il est impossible, même dans l'État le plus militarisé qui soit, de protéger toutes les cibles fragiles », a rappelé Bessma Momani. Et « pour un groupe terroriste, frapper une soft target, c'est extrêmement facile, particulièrement dans des endroits comme le Yémen, le Nigeria et la Somalie, où l'accès à des armes est extrêmement facile, avec un tout petit peu d'argent », a ajouté Thomas Juneau, de l'Université d'Ottawa.

Moins de logistique

Le fait d'attaquer des cibles fragiles n'empêche pas la possibilité de s'en prendre, aussi, à des lieux ultra-sécurisés. L'attentat à l'aéroport d'Istanbul, le 28 juin, l'a bien prouvé. « Frapper une hard target, [le groupe] EI veut le faire, parce que la portée politique d'un attentat comme ça est beaucoup plus forte, a remarqué Thomas Juneau. Mais au niveau de la logistique, de l'entraînement et de la préparation, c'est beaucoup plus compliqué. L'investissement est supérieur. Alors, frapper une soft target, pour une cellule [terroriste], c'est plus facile. »

Quand même, en sécurisant et en militarisant les lieux sensibles, comme le fait notamment la France depuis les attentats de novembre 2015, les États fragilisent-ils la sécurité des lieux de rencon-

tre des civils? « En protégeant plus les hard targets, est-ce qu'on rend les soft targets plus vulnérables? Potentiellement, oui, a répondu Thomas Juneau. Mais quand il y a toutes sortes de choses comme des check points, des contrôles aux frontières, ça peut quand même restreindre la liberté de manœuvre de groupes de terroristes. »

Des écoles aux cinémas ou aux festivals, des marathons aux centres commerciaux, les attaques se déplacent et les assaillants s'inspirent les uns des autres, constate Bessma Momani. « On ne peut pas sécuriser tous les lieux. C'est pourquoi nous devons mettre de l'énergie dans le renseignement », a-t-elle déclaré.

Entre 2000 et 2010, le budget du seul Service canadien du renseignement de sécurité a bondi de 179%. Entre 2001 et 2016, la hausse aurait atteint environ 300%, selon Thomas Juneau, qui est aussi un ex-employé de la Défense nationale.

Mais le renseignement n'est pas infaillible, et « on ne pourra jamais exiger un rendement de 100% », a rappelé Thomas Juneau. Aussi, « dans nos démocraties libérales, nous avons du mal à accepter le fait que le gouvernement nous surveille constamment », a ajouté Bessma Momani.

Entre le maintien de la sécurité et le respect de la vie privée, l'équilibre est précaire. À ce sujet, Thomas Juneau se félicite d'entendre les débats entourant le projet de loi conservateur antiterroriste C-51, que le gouvernement Trudeau s'affaire à réformer. « Quelle que soit la position d'un parti politique ou d'un individu, je trouve que c'est bien qu'on parle de ça au Canada, parce qu'on n'en parle pas assez publiquement », a-t-il affirmé.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

Lire aussi • D'autres informations sur cette série d'attentats sont publiées en pages B 1 et B 6.

Une fin de semaine meurtrière

Aden, Yémen

Attentat-suicide devant une caserne où des militaires recevaient leur paye
48 morts, 29 blessés
Geste revendiqué par le groupe armé État islamique

Istanbul, Turquie

Deux explosions presque simultanées : une voiture piégée et un kamikaze, près d'un stade de soccer
Au moins 38 morts, dont 30 policiers
Geste revendiqué par Les Faucons de la liberté du Kurdistan, un groupe radical proche du Parti des travailleurs du Kurdistan

Le Caire, Égypte

Trois attentats à la bombe (deux attentats vendredi et un attentat dimanche), dont le plus important dans une église copte
30 morts dans les trois événements
Geste non revendiqué

Mogadiscio, Somalie

Attentat au camion piégé dans le port de Mogadiscio
Au moins 20 morts
Geste revendiqué par le groupe djihadiste al-Shabbaab, affilié à al-Qaïda

Maiduguri, Nigeria

Deux attentats-suicides, dans un marché
1 mort, 18 blessés
Geste non revendiqué. Mais le procédé utilisé est celui du groupe djihadiste nigérian Boko Haram

DONS

SUITE DE LA PAGE 1

tage d'argent pour financer des services qui devraient être payés par l'État! C'est odieux, c'est scandaleux!»

Compressions

Des enseignants, contactés par *Le Devoir*, partagent son indignation. « J'ai trouvé ça aberrant », affirme Sylvie Normandeau, qui travaille à l'École Pierre Dupuy dans le quartier Centre-Sud à Montréal. Je suis dans un milieu défavorisé, je donne déjà beaucoup dans ma classe, je fais le plein de feuilles mobiles, de crayons à mine, je paye du matériel scolaire de ma poche pour mes élèves. Je ne mets pas en doute la bonne volonté de la Fondation, mais moi, quand je donne dans ma classe, je sais que ça va vraiment là où il y a des besoins. »

Michèle Henrichon, professeure à l'école Baril dans Hochelaga-Maisonneuve, affirme avoir reçu cette invitation à donner comme « un coup de barre en plein visage ». « Ça a heurté beaucoup d'enseignants. Comment ça se fait qu'on demande encore aux professeurs de

donner? Je me demande dans quel organisme ou quel milieu de travail on demande aux employés de financer leur employeur. »

Elle affirme que les fondations sont utiles, pour financer des projets qui vont au-delà de ce qui devrait être fourni par l'école publique. « Mais dans le contexte où on a subi tellement de coupures, dans un contexte d'austérité, je commence à me poser de sérieuses questions. »

Et c'est là que le bât blesse. « Ce qu'il faut savoir, c'est que c'est une réponse aux compressions du gouvernement, se désolé la présidente de l'Alliance des professeurs, Catherine Renaud. Il manque des services et des produits de base dans le milieu, alors il faudrait financer une Fonda-

La culture philanthropique peut aider à aller chercher des fonds dont on a grandement besoin

tion pour venir pallier par-ci, par-là, les différents manques. »

Politique

En entrevue au *Devoir*, la directrice de la Fondation, Adeline Caron, répond que « la Fondation n'est pas là pour pallier le sous-financement de l'État [mais] pour offrir des services complémentaires ». Elle affirme toutefois que « ce n'est pas demain la veille que le gouvernement va pallier toutes les coupures des dernières années ». Et elle ne veut pas s'avancer davantage sur ce qui est considéré comme un service qui devrait être payé par l'État et ce qui est complémentaire, dans un système où l'éducation est publique. « Je ne peux pas répondre à ça; je ne fais pas de la politique, je fais de la philanthropie. »

Adeline Caron, qui œuvre au sein de différentes fondations, se désolé de voir que la demande est mal reçue par certains professeurs. Elle affirme toutefois que plusieurs sont embal-

lés, que la campagne de déduction à la source répondait à une demande de certains professeurs et qu'elle a été élaborée avec des gens du réseau. Elle rappelle que la campagne s'adresse aux 17 000 employés de la CSDM, et non seulement aux professeurs, et que personne n'est obligé de donner.

Elle ajoute qu'une lettre accompagnait le formulaire de dons et qu'on y reconnaissait justement l'implication des professeurs et des autres employés de la CSDM en donnant pour thème à la campagne : « merci de continuer à vous donner. »

Philanthropie

« Compte tenu de la situation actuelle, de toutes les coupures, je peux comprendre la position des gens qui sont fâchés, reconnaît M^{me} Caron. Mais il faut que les gens comprennent aussi que la culture philanthropique peut aider à aller chercher des fonds dont on a grandement besoin. C'est peut-être aussi une culture où les gens sont habitués d'être soutenus par le gouvernement, ils sont habitués à ce que tout soit payé par le gouvernement, mais il y a une belle opportunité à la Fondation d'aller chercher des fonds additionnels. »

Elle argue que c'est une pratique courante dans les hôpitaux « qui récoltent des millions par année » et que les professeurs donnent déjà à Centraide, avec une campagne de déduction à la source qui a permis d'amasser 80 000 \$ l'an dernier.

Adeline Caron reconnaît toutefois qu'il aurait peut-être été préférable d'attendre la rencontre avec la présidente du syndicat des professeurs avant de lancer la campagne de financement auprès des professeurs. « Avec du recul, effectivement, ça aurait été probablement plus respectueux envers les enseignants. Je pense qu'il faut se relever les manches, apprendre de nos erreurs et mieux faire l'an prochain. »

Le Devoir

DANSER

SUITE DE LA PAGE 1

Traversé par les questions d'identité amérindienne, d'assimilation par les pensionnés autochtones et de la difficulté qu'ont les Premières Nations à faire valoir leurs droits au Canada, A Tribe Called Red a trouvé l'équilibre entre le sens politique et le sens de la fête qui fut la bougie d'allumage de leur projet. C'est ainsi qu'ils dansent, chantent et fêtent, en intercalant, entre deux concerts ou sessions de studio, des moments de revendication bien sentis. Parce que « me réveiller ce matin, vous accorder une entrevue, c'est aussi un geste politique », affirme Campeau. Parce qu'il y a eu des lois mises en place pour faire en sorte que je n'existe plus [...]. Être vivant aujourd'hui, être Amérindien, discuter avec vous de mes droits est un geste politique à l'intérieur de ce Canada où des lois ont été mises en place pour faire en sorte que je n'existe plus. »

En compagnie de la chanteuse et compositrice inuite Tanya Tagaq, le trio constitué de Bear Witness (de la nation Cayuga), Zoolman (Mohawk originaire de la réserve des Six Nations) et DJ NDN (membre de la Première Nation Missiping, en Ontario) incarne la nouvelle vague de musiciens autochtones qui accordent leur discours engagé à une musique engageante, excitante, novatrice. À la sortie de son premier album (portant son nom, 2012), le trio défendait déjà l'étiquette « powwow step » caractérisée par une rencontre entre rythmes traditionnels amérindiens et bass music, hip-hop, trap ou rythmes house.

« On a commencé par un party, rappelle DJ NDN. Tout ce qu'on voulait faire, c'est inviter les gens à danser; à la base, nous sommes des DJ. Ensuite, si les gens comprennent notre message, c'est en bonus. Or, ce que les gens ont fini par réaliser, c'est qu'en mélangeant l'EDM avec la musique de powwow, on mélangeait de la danse music avec de la danse music. [...] D'un album à l'autre, notre message politique s'est intensifié, mais l'objectif demeure de faire danser les gens. »

À cet égard, l'album-concept *We Are the Hallucination Nation* constitue un tour de force. Le plus raffiné des albums du trio, aux compositions nuancées, « parfait pour le casque d'écoute », dit DJ NDN. Le plus engagé aussi, parce que, cette fois, « on a cherché à travailler avec des chanteurs et des rappers, des gens qui écrivent des textes, qui portent des idées fortes et qui les expriment, ce que nous n'avions pas vraiment sur nos précédents albums. »

L'album s'ouvre sur la voix de l'écrivain, poète et activiste sioux John Trudell, décédé d'un cancer il y a un an. En plus des rappers Yassin Bey (Mos Def), Saul Williams et Chad, A Tribe Called Red a pu compter sur le talent des chanteuses Tanya Tagaq et Lido Piminta, et des ensembles autochtones Northern Voice, Chippew Travellers, Black Bear, ensemble vocal de la nation Atikamekw du Québec, et le Manitoban Leonard Summer de la Première Nation Little Saskatchewan, « qui marie poésie, hip-hop, musique country et musique autochtone de façon absolument unique. Tous les mots qu'il écrit sont calibrés, chaque phrase compte. C'est un génie, notre ami, aussi », précise Campeau, investi de la responsabilité de faire connaître les autres jeunes musiciens amérindiens du pays. « Nous sommes une communauté, c'est ce que font les gens d'une communauté, s'entraider. »

Un nouveau pouvoir

Ce qui est bon en musique l'est aussi en société. C'est une communauté qui s'est levée ces derniers mois pour manifester son opposition au passage du pipeline près de Standing Rock, dans le Dakota du Nord. « Attendez de voir ce qui arrivera lorsqu'on forcera le passage de ces pipelines au Canada », avance Campeau, faisant allusion aux deux projets de pipelines ayant reçu l'aval du gouvernement fédéral. « La seule différence entre aujourd'hui et ce qui est arrivé [durant la crise] à Oka, ce sont les téléphones portables. Maintenant, nous avons notre propre média. C'est ce qui a permis aux opposants de Standing Rock de filmer les arrestations, l'usage des canons à eau, et de répondre aux images qui pouvaient être diffusées dans les médias. »

Campeau fait le rapprochement entre ce nouveau « pouvoir » des images qui a aidé les Sioux et leurs alliés au Dakota du Nord et celles qui, depuis deux ans, montrent le traitement des forces policières à l'endroit de membres de certaines communautés afro-américaines aux États-Unis. « Avant, lorsqu'un policier abattait un Noir, nous n'avions que sa version des faits. Grâce aux images aujourd'hui, les autorités sont désormais imputables. Et tout ça soulève la notion d'une suprématie blanche en Amérique du Nord. [...] Il faut avoir cette conversation, et pas seulement relever le racisme aux États-Unis, mais regarder la situation ici, au Canada, où il y a toujours la Loi sur les Indiens — attention, je ne suis pas en train de dire qu'on ne peut pas être fier d'être Canadien, je demande juste qu'on s'attarde à ce que ça veut dire, être canadien. »

Alors, croyez-vous que notre premier ministre Justin Trudeau est l'homme pour...? « Non », tranche Campeau, avant même que soit complétée la question qu'il connaissait d'avance. « Il est une énorme déception. Il a fait campagne sur les droits des autochtones, sur la consultation avec les peuples autochtones concernant les projets de pipeline — il en a approuvé deux!... C'est un politicien, voilà tout. »

Et c'est pour ça que A Tribe Called Red veut nous faire danser.

Collaborateur
Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements

(lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com